

qu'il a empruntés du peuple canadien et qu'il fût en mesure de les prêter aux banques, tout irait bien ; mais il a gaspillé cet argent, comme il gaspille les taxes que le ministre des Douanes extorque du peuple, et dont le chiffre est de trois fois supérieur à celui des taxes perçues sous le régime précédent. Je fais beaucoup d'affaires avec les banques canadiennes et je sais que sans l'aide qu'elles prêtent au commerce canadien, les affaires iraient bien mal. Le Gouvernement n'a pas d'argent à avancer aux banques. Il peut bien engager le crédit du pays, comme il le fait tous les jours, mais il n'a pas de fonds à mettre à la disposition des banques advenant qu'une crise monétaire éclate.

M. J. J. HUGHES : Vous sapez par la base la thèse de votre collègue (M. Sproule).

M. TAYLOR : Pas du tout. Comme le gouvernement, l'année dernière, a fait sortir du pays \$150,000,000, ce qui représente l'excédent des importations sur les exportations, nos banques ont été impuissantes à avancer des fonds aux cultivateurs canadiens ; aussi force leur a été de diminuer le chiffre de leurs prêts et elles ont averti les industriels canadiens de ne pas étendre leurs opérations, mais plutôt de diminuer leur chiffre d'affaires, cette année, parce qu'elles sont dans l'impossibilité de leur accorder autant de crédit que l'année dernière. Cela tient à ce que le gouvernement a fait sortir du pays \$150,000,00, chiffre de nos achats de marchandises à l'étranger.

M. MILLER : Lorsque les banques ont notifié l'avis en question aux manufacturiers, est-ce là l'explication qu'elles ont donnée de leur impuissance à faire des prêts ?

M. TAYLOR : Les banques n'ont pas pour habitude d'initier le public à leurs affaires. Elles virent que le gouvernement courait à une allure insensée dans la voie des dépenses ; les banques sont clairvoyantes ; elles savaient que les temps difficiles approchaient, elles virent le point noir à l'horizon, et commencèrent à régler les voiles. Les banques virent que les achats du Canada au dehors l'emportaient de \$150,000,000 sur ses ventes à l'étranger ; elles avertirent donc les manufacturiers de diminuer le chiffre de leurs affaires ; elles demandèrent aux cultivateurs de payer leurs dettes ; car les cultivateurs ayant eu de bonnes récoltes et vivant économiquement, les banques crurent qu'ils seraient en mesure de s'exécuter. Les cultivateurs virent qu'une crise monétaire allait éclater ; ils diminuèrent le chiffre de leurs achats, et les fabricants ainsi que les marchands en éprouvèrent le contre-coup. Quand le ministre des Finances fera son prochain exposé des motifs, il ne le présentera pas sous d'aussi brillantes couleurs que celui de l'année dernière.

M. DYMENT : Est-ce sous ces sombres couleurs que vous désirez voir présenter ce budget ?

M. TAYLOR : Non, je ne le désire nullement. Je regrette beaucoup de voir ces temps difficiles arriver. Mais les temps durs sont l'œuvre du Gouvernement auquel mon honorable collègue (M. Dymont) prête son appui. Si nous avions en caisse ces \$153,000,000, chiffre de l'excédent de nos importations sur nos exportations, tout irait bien.

M. DYMENT : Comment expliquez-vous la gêne du marché monétaire aux Etats-Unis où les conditions à l'égard de ces importations sont l'inverse d'ici ?

M. TAYLOR : Il y a trop d'agiotage et on marche trop vite dans la voie des dépenses aux Etats-Unis. Il y a abondance d'argent dans la république voisine ; mais les millionnaires agiotent sur les fonds publics et provoquent une commotion à la bourse, à leur gré. Les banques des Etats-Unis ne sauraient soutenir la comparaison avec celles du Canada. Nous avons le meilleur système de banques du monde entier.

M. GORDON : Comment expliquez-vous la gêne du marché en Allemagne où l'industrie est si active ?

L'hon. M. FOSTER : C'est bien trop loin.

M. TAYLOR : Dans le discours de Son Excellence, au commencement de la session, le Gouvernement lui fait dire que la crise monétaire se fait sentir dans le monde entier et par conséquent en Allemagne aussi. Il y a certaines parties du monde où règne la prospérité mais le Gouverneur général déclare que les temps difficiles se font sentir dans le monde entier.

L'hon. M. EMMERSON : Alors, il a dû se tromper.

M. TAYLOR : Ce sont les conseillers de Son Excellence qui ont commis l'erreur en lui mettant ces paroles dans la bouche.

Je crois vous avoir convaincu, monsieur l'Orateur, que les banques, au Canada, ont fait l'impossible pour faciliter la marche des affaires du pays et qu'elles le font encore, nos banques ne méritent aucun reproche. S'il y a quelqu'un qui mérite censure, c'est le ministre des Finances qui a essayé de leur venir en aide et leur a dit qu'il leur avancerait des fonds, alors qu'il n'a pas un sou en poche à donner à qui que ce soit. Il est obligé de payer 7 p. 100 en Angleterre, pour renouveler ses emprunts temporaires ; il conduit ses affaires comme un marchand qui serait obligé de renouveler ses effets de commerce, tous les trente ou soixante jours et de payer le taux régulier de la banque. Voilà comment on gère aujourd'hui les affaires du pays. La statistique que j'ai citée montre que, jusqu'au 1er décembre, les banques canadiennes ont prêté jusqu'au dernier sou tout ce qu'elles ont reçu du public canadien et \$41,000,000 pour l'expédition des affaires du pays. Il n'y a rien à reprocher aux banques. Le